



Communiqué de presse

2 159 enfants ont passé la nuit à la rue avant la rentrée scolaire

Paris, le 28 août 2025 - Pour la septième année, l'UNICEF France et la Fédération des acteurs de la solidarité (FAS) - en lien avec le Collectif des Associations pour le Logement (CAL) - publient leur baromètre sur les enfants à la rue. Le constat est accablant : **à la veille de la rentrée scolaire 2025, au moins 2 159 enfants, dont 503 de moins de 3 ans, sont restés sans solution d'hébergement après un appel au 115.** Malgré les promesses répétées des gouvernements successifs, la situation s'aggrave année après année. Ces chiffres marquent en effet une augmentation du nombre d'enfants sans solution de **6% par rapport à 2024** et de **30% depuis 2022**, année où le gouvernement s'était engagé à atteindre l'objectif du « zéro enfant à la rue ». Par ailleurs, la très grande majorité des personnes en famille (79%) indique avoir dormi à la rue la veille de leur appel au 115, illustrant l'ancrage des parcours de rue.

Ces chiffres ne sont pas pour autant exhaustifs : de nombreuses personnes ne recourent pas ou ne parviennent pas à joindre le 115. Par ailleurs, les mineurs non accompagnés sans abri et les familles vivant en squats ou en bidonvilles ne sont pas comptabilisés.

Une aggravation silencieuse, sur tous les territoires

La saturation des dispositifs d'hébergement, cumulée à la crise du logement, a des conséquences dans de nombreuses régions, parmi lesquelles **l'Ile-de-France, l'Auvergne-Rhône-Alpes, l'Occitanie et les Hauts-de-France** qui comptent le plus grand nombre de familles à la rue. En effet, les Services Intégrés d'Accueil et d'Orientation (SIAO), les associations et les collectifs citoyens constatent une hausse significative du nombre de famille contraintes de passer la nuit dehors ou dans des conditions indignes (hôtels insalubres, gymnases, tentes, ...).

Dans les territoires ultramarins, la situation est alarmante. D'après la Fondation pour le Logement des Défavorisés (anciennement Fondation Abbé Pierre), à La Réunion, où le phénomène restait rare, **plus de 1 000 enfants** étaient sans solution en 2024, dont **330** âgés de moins de trois ans¹. A Mayotte, un tiers de la population vit en habitat précaire. Le passage de plusieurs cyclones dans l'Océan Indien a, depuis un an, encore aggravé les fragilités existantes.

En France, des enfants naissent, vivent et meurent à la rue

En 2024, 855 personnes sont mortes à la rue². Parmi elles, 31 enfants. Face à la saturation chronique des dispositifs d'hébergement d'urgence, même les personnes les plus vulnérables - femmes enceintes ou accompagnées d'enfants en bas âge - se retrouvent de plus en plus fréquemment sans solution. Ainsi, le nombre d'enfants de moins de 3 ans en demande non pourvue au 115 ne cesse croître : **8%** de plus que l'an dernier et **37%** de plus qu'en 2022.

¹ [\[1\] letat-du-mal-logement-a-la-reunion-2025-synthese.pdf](#)

² [Hommage aux 855 morts de la rue \(Mai 2025\)– Collectif Morts de la Rue](#)

Cette situation intolérable illustre un blocage structurel des droits à l'hébergement et au logement. En ce sens, deux recours juridiques pour *Non-assistance à personnes mal-logées* engageant la responsabilité de l'Etat ont été portés cette année par le Collectif des Associations pour le Logement³.

« *La situation sur le front de l'accès à l'hébergement est chaque jour plus dramatique, nous ne pouvons-nous résoudre à voir des enfants dormir à la rue, les pouvoirs publics doivent réagir. Malgré le dépôt de nos recours, rien ne change. Au contraire, les dernières remontées de terrain et les annonces budgétaires pour 2026 nous font craindre le pire.* » s'inquiète **Manuel Domergue, directeur des études de la Fondation pour le Logement et porte-parole du Collectif des Associations pour le Logement**.

Une responsabilité politique majeure à l'aube du budget 2026

L'examen du Projet de loi de finances pour 2026 est une échéance décisive. Nos organisations appellent le gouvernement à augmenter le nombre de places d'hébergement adaptées aux besoins des enfants et des familles et à adopter une programmation pluriannuelle « de la rue au logement », incluant un plan ambitieux de production de logements sociaux et très sociaux.

« *Chaque année, nous constatons avec indignation qu'un nombre croissant d'enfants dorment dans la rue, exposés à des conditions de vie indignes et à des dangers quotidiens. Pourtant, nos organisations formulent des recommandations claires et proposent des solutions concrètes, efficaces et réalistes. Ce qui fait cruellement défaut aujourd'hui, ce ne sont ni les ressources, ni l'expertise mais bien une volonté politique ferme de mettre fin à l'inacceptable* », a déclaré **Adeline Hazan, présidente de l'UNICEF France**.

« *Ce baromètre est celui des renoncements. Ceux que nous ne pouvons pas admettre plus longtemps sans nous déshumaniser. Nous ne pouvons pas admettre que des enfants dans notre pays retrouvent la rue le soir après l'école* », a ajouté **Pascal Brice, président de la Fédération des acteurs de la solidarité**.

Consulter le baromètre [ICI](#).

Consulter la synthèse du baromètre [ICI](#).

Contacts presse :

UNICEF France :

Estelle Flabat – 06 50 34 64 77 – eflabat@unicef.fr

Manon Crouzet – 06 58 20 00 50 – mcrouzet@unicef.fr

Carine Spinosi – 06 78 72 77 34 – cspinosi@unicef.fr

Fédération des Acteurs de la Solidarité :

Charlotte Abello – 06 17 80 03 52 – charlotte.abello@federationsolidarite.org

Fondation pour le Logement :

Angèle Roblot – 06 23 25 93 79 – aroblot@fondationpourlelogement.fr

Raphaëlle Graffion – 06 23 80 87 31 – rgraffion@fondationpourlelogement.fr

³ [Recours Non-Assistance à Personnes Mal-Logées – Collectif des Associations pour le Logement](#)